

dans "Le Monde" du 2.12.75:

eur / par / pap / nar

## Démocratie chrétienne et théologie de la révolution

La recherche de l'unité dans la diversité a été l'objectif du congrès de l'Union mondiale des démocrates-chrétiens qui vient de se réunir pendant trois jours à Rome. Deux cent cinquante délégués représentaient soixante partis et mouvements. Les uns participent au gouvernement, les autres militent dans l'opposition ou dans la clandestinité. Ils ont un point commun: ils s'inspirent du christianisme et pensent, comme Paul VI le leur a rappelé, que le "nom de chrétien peut être un signe de contradiction et même réclamer de l'héroïsme".

Les débats n'en ont pas moins confirmé les profondes divergences d'un mouvement qui, créé voilà dix ans à la conférence de Lima, s'étend maintenant sur toutes les parties du monde. Mais quelle sorte d'idéologie commune peut dégager une multitude d'expériences nationales infiniment plus variées que celles que l'on confronte dans les réunions de l'Internationale socialiste, sans parler des conférences des partis communistes?

Les représentants latino-américains, en particulier M.Radomiro Tomic (Chili) souhaitent lancer la démocratie chrétienne dans un processus révolutionnaire, lutter contre les sociétés multinationales, définir nettement les grands traits d'une idéologie démocrate-chrétienne. Les représentants du tiers-monde ont brossé un tableau des sous-développés face à l'Europe surindustrialisée; ils ont parlé du caractère oppressif de l'ordre social latino-américain, dénoncé la présence américaine, dessinant en somme une théologie de la révolution.

Les Européens tiennent un tout autre langage. N'envisagent-ils pas parfois la mutation de leur parti en une formation élargie dont le caractère conservateur est indéniable? Les dirigeants de l'Union européenne des démocraties chrétiennes s'étaient réunis à la veille de la conférence mondiale et avaient évoqué ce thème à demi-mot. La C.D.U. allemande souhaiterait que, avant les élections de l'an prochain en République fédérale et celles qui se dérouleront dans deux ans en Italie, la démocratie chrétienne européenne devienne le noyau d'un bloc auquel pourraient se rallier, par exemple, en France, l'U.D.R. ou les républicains indépendants. On est évidemment très loin des perspectives idéologiques que réclament les Latino-Américains.

Dans son rapport final, M.Mariano Rumor, ministre italien des affaires étrangères, a tenté de concilier les contradictions. Il s'est appuyé sur l'encyclique de Paul VI "Populorum Progressio", et a cité en exemple son compatriote Enrico Mattei, qui, en luttant contre les sociétés multinationales, a permis à l'Italie de préserver sa souveraineté sur ces sources d'énergie. Mais le problème que se pose la démocratie chrétienne, depuis des décennies, reste entier: où trouver cette fameuse "troisième voie" que cherchent les théoriciens des partis catholiques? Et puis dans quelle mesure l'Eglise romaine encouragera-t-elle ou freinera-t-elle leurs efforts? →

Au cours de l'audience privée qu'il leur a accordée, Paul VI aurait rappelé avec émotion les liens qui unissent sa famille à la démocratie chrétienne, mais dans son allocution publique il a pris soin de marquer quelque distance: c'est au titre de "pèlerins de l'Année sainte" qu'il a reçu les congressistes. Au même moment, le cardinal Poletti, vicaire de Rome, indiquait fermement aux démocrates chrétiens italiens qu'il n'était pas question de passer des "compromis" qui favorisent l'avance du marxisme, car "partout où le communisme arrive au pouvoir l'Eglise se trouve en difficulté".

En lisant ces propos, beaucoup de délégués démocrates-chrétiens ont dû penser combien il était difficile de dégager entre le socialisme et le libéralisme autre chose qu'un sentier.